

## **Office of the Special Envoy of the Secretary General of the Great Lakes in Africa**

### **COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

#### **Des envoyés internationaux appellent à la retenue et recommandent vivement la reprise du dialogue au Burundi**

**Nairobi, le 12 août 2015** – L'impasse politique et l'instabilité actuelles au Burundi exigent retenue, leadership et vision de la part de tous les citoyens burundais concernés afin d'empêcher de nouvelles violences. Nous condamnons les récentes attaques et félicitons les personnes qui appellent au calme. Après des mois de troubles et un processus électoral controversé, le gouvernement burundais peut commencer à rétablir sa crédibilité en engageant un dialogue ouvert avec les partis politiques, y compris l'opposition et les frondeurs du CNDD-FDD\*, et la société civile.

L'équipe d'envoyés spéciaux internationaux, notamment Saïd Djinnit, envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies pour la région des Grands Lacs, Ibrahima Fall, envoyé spécial de l'Union africaine, Thomas Perriello, envoyé spécial américain pour la région des Grands Lacs d'Afrique, Koen Vervaeke, coordinateur principal de l'Union européenne pour la région des Grands Lacs, et Frank De Coninck, envoyé spécial belge pour la région africaine des Grands Lacs, appelle à la fin immédiate des violences, au respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi qu'à la reprise d'un dialogue politique associant toutes les parties. Elle condamne l'assassinat du général Adolph Nshimirimana, les agressions du défenseur des droits de l'homme Pierre Claver Mbonimpa, du journaliste Esdras Ndikumana et d'autres personnes et exige que les responsables rendent des comptes conformément aux procédures prévues et à la primauté du droit. La violence ne résoudra pas la crise politique du Burundi et ne fera qu'attiser l'instabilité. Les appels à la violence seront condamnés et discréditeront leurs auteurs, les individus comme les partis. Les envoyés exhortent le gouvernement du Burundi et les autres partis politiques à reprendre immédiatement un dialogue politique transparent, ouvert et global. Pour être crédible et efficace, un tel dialogue doit aborder les questions de fond, notamment le respect des droits de l'homme, la liberté de la presse et autres libertés fondamentales, ainsi que la nécessité d'une meilleure gouvernance plus ouverte.

Selon les émissaires, le leadership de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC), avec l'appui de l'Union africaine (UA) et des Nations unies (ONU), a été et continue d'être capital pour trouver une solution politique pacifique au Burundi. Les envoyés remercient l'Ouganda pour ses efforts en vue d'atteindre un consensus sur la marche à suivre. Ils demandent à la communauté internationale de soutenir l'engagement de l'UA et de tous les garants des accords d'Arusha à reprendre le dialogue après un processus électoral controversé. La décision de l'Assemblée nationale [burundaise], la semaine dernière, de supprimer les quotas assurant l'équilibre ethnique et la parité hommes-

femmes au sein de son bureau révèle l'intention troublante de la part du parti au pouvoir d'abroger l'un des principes fondamentaux de paix et de stabilité qui a permis au Burundi de sortir d'une longue guerre civile. Ils demandent à toutes les parties de s'en remettre aux accords d'Arusha et à leurs dispositions de partage du pouvoir.

La crise au Burundi continue de s'étendre au-delà des frontières, avec plus de 200 000 personnes cherchant refuge dans la région. D'après les derniers chiffres, il y aurait 85 200 réfugiés burundais en Tanzanie, 71 600 au Rwanda, 28 300 en Ouganda, 14 322 en République démocratique du Congo, 7 000 au Kenya et 3 000 en Afrique australe. Les envoyés félicitent ces pays pour leurs contributions humanitaires en tant que pays d'accueil pour les réfugiés. Un dialogue débouchant sur une solution politique à l'instabilité au Burundi est la meilleure voie pour encourager le retour des réfugiés en toute sécurité et prévenir l'instabilité au niveau régional.

Le gouvernement burundais ne peut se permettre de continuer sur une voie marquée par l'instabilité, la division, le déclin économique extrême et la crise humanitaire. Déjà l'une des plus fragiles au monde, l'économie du Burundi a plongé davantage ces derniers mois et montre peu de signes de reprise en l'absence d'un règlement de la crise politique. Les bailleurs de fonds ont clairement indiqué que leur volonté de continuer à coopérer avec le gouvernement dépendra des progrès vers le rétablissement de références démocratiques du pays grâce à un dialogue sérieux et ouvert. Les envoyés prient instamment le gouvernement burundais de saisir immédiatement l'opportunité du dialogue et d'ouvrir une nouvelle voie au Burundi – acceptée par tous les partis politiques pacifiques, la société civile et le peuple burundais – avec le soutien de l'EAC, de l'UA, de l'ONU et de la communauté internationale.

\* (Conseil national pour la défense de la démocratie – Forces pour la défense de la démocratie)